

RAPPORT DE CONTRÔLE DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSÉES

Nom et adresse de l'établissement contrôlé	Code DREAL
Exploitant : LE RESERVOIR Adresse : Zone Industrielle - Rue Eugène Sue Commune : MONTLUÇON (03100)	S3IC 0056.00065 Priorité DREAL <input type="checkbox"/> PN <input type="checkbox"/> AE <input type="checkbox"/> SP <input type="checkbox"/> Autre Régime <input type="checkbox"/> A <input type="checkbox"/> E <input type="checkbox"/> D <input type="checkbox"/> NC SEVESO <input type="checkbox"/> HAUT <input type="checkbox"/> BAS
Activité principale : Usine de tôlerie et chaudronnerie	
Date du contrôle : 8 avril 2019	
Date du contrôle précédent : 11 décembre 2014	

Type de contrôle	
<input type="checkbox"/> Inspection approfondie <input type="checkbox"/> Inspection courante <input type="checkbox"/> Inspection ponctuelle	<input type="checkbox"/> Inspection annoncée <input type="checkbox"/> Inspection inopinée <input type="checkbox"/> Inspection planifiée <input type="checkbox"/> Inspection circonstancielle
Circonstances du contrôle	
<input type="checkbox"/> Plan de contrôle de la DREAL <input type="checkbox"/> Incident	<input type="checkbox"/> Plainte <input type="checkbox"/> Autre :
Thème(s) du contrôle	<ul style="list-style-type: none"> • situation administrative ; • visites précédentes ; • composés organiques volatils ; • eau.
Principale(s) installation(s) contrôlée(s) :	
<ul style="list-style-type: none"> • Extérieur et ateliers 	
Référentiel(s) du contrôle :	
<ul style="list-style-type: none"> • Arrêté préfectoral d'autorisation n°2554-15 du 08 octobre 2015 	

Copies	<input type="checkbox"/> Exploitant DREAL : <input type="checkbox"/> Chrono <input type="checkbox"/> PRICAE <input type="checkbox"/> Équipe ECA <input type="checkbox"/> Autre :
---------------	--

Contexte
<p>La société LE RESERVOIR exploite sur la commune de Montluçon (et en partie Désertines) une usine de tôlerie et chaudronnerie (fabrication d'appareils à pression).</p> <p>Le procédé de fabrication comprend, outre les opérations usuelles de travail des métaux, des opérations d'application de peintures.</p> <p>L'entreprise est en difficulté depuis plusieurs années. Une baisse d'activité conséquente est à l'origine de l'arrêt d'une proportion importante des installations.</p> <p>La présente visite a principalement pour objectif de vérifier la situation administrative des installations et les implications en résultant sur le plan environnemental.</p>

Constats de l'inspection

1. Le tableau de classement ne reflète pas l'activité sur le site, notamment en ce qui concerne les activités concernées par les rubriques 2940-2-a et 2565-2-b ;
2. le calcul des garanties financières n'a pas été effectué pour le 1^{er} janvier 2019. Toutefois l'entreprise n'y serait plus soumise en cas de déclassement ;
3. des modifications importantes n'ont pas fait l'objet de porté à connaissance au Préfet (baisse drastique d'activité, arrêt de certaines installations...) ;
4. l'étude de dangers n'est pas à jour suivant les modifications importantes intervenues ;
5. les consignes d'exploitation (organisation du suivi environnemental des installations, gestion des déchets, mise à jour des plans...) ne sont pas à jour ;
6. le dossier de demande d'autorisation initial n'est pas disponible ;
7. la liste ainsi que les plans répertoriant les points de rejets dans l'atmosphère ne sont pas à jour suivant les modifications apportées. Suivant les déclarations de l'exploitant, l'activité a cessé pour les points n°1, 5, 6, 11 et 15 (article 3.2.3 de l'Arrêté préfectoral d'autorisation n°2554-15 du 08 octobre 2015) ;
8. le plan de gestion des solvants n'est pas disponible (~6t/an de solvants utilisés) ;
9. suivant les informations fournies par l'exploitant, il n'y a pas de dispositifs de disconnexion entre les réseaux d'eaux du site et ceux extérieurs ;
10. les points de rejets ne sont pas répertoriés sur le plan des réseaux d'eaux ;
11. les conditions de rejets d'eaux industrielles sont modifiées de façon importante (à la baisse) ;
12. le plan de localisation des risques n'est pas à jour suivant les modifications importantes apportées aux installations ;
13. le registre indiquant la nature et la qualité des produits dangereux détenus n'est pas à jour ;
14. l'identification des zones pouvant être à l'origine d'une explosion n'est pas à jour ;
15. l'analyse du risque foudre n'est pas disponible ;
16. le registre des déchets ne présente pas les codes déchets ;
17. un tuyau est présent dans le sol, à la verticale, à l'extérieur, à quelques mètres de la façade ouest du bâtiment principal, près de l'entrée centrale. L'exploitant n'est pas en mesure d'expliquer l'utilité de ce tuyau.

Pièces jointes

Conclusion

Suite aux modifications importantes intervenues sur le site, l'exploitant doit transmettre un dossier de mise à jour de sa situation administrative à la préfecture comprenant :

- un tableau de classement ICPE à jour ;
- le cas échéant, des notifications de cessation partielle et/ou totale sur le plan environnemental suivant les rubriques ICPE ;
- les plans à jour (réseaux atmosphériques, réseaux d'eaux, localisation des risques, localisation des stockages et leurs caractéristiques) ;
- en cas de demande de déclassement du site sous le régime de la déclaration, une analyse de conformité des installations suivant les prescriptions ministérielles correspondantes.

Suites données par l'inspection :

- ☐ Observations ou non conformités à traiter par courrier
- ☐ Proposition de suites administratives (APMD, amende administrative, consignation, etc.)
- ☐ Proposition de renforcement, modification ou mise à jour des prescriptions
- ☐ Autre(s) : Suivi du plan d'action (pour les éléments non couverts par les mesures et/ou sanctions administratives)

Rédacteur	Vérificateur	Approbateur
le 26 avril 2019	le 3 mai 2019	le 3 mai 2019
L'inspecteur de l'environnement, (spécialité installations classées)	L'inspecteur de l'environnement, (spécialité installations classées)	L'Adjoint au chef de l'unité inter- Départementale Cantal/Allier/Puy- de-Dôme
Signé	Signé	Signé